

Journée de la Règle d'Or : un temps pour mieux connaître l'ACO

En 2022, l'Action Chrétienne en Orient fêtera ses cent ans. En attendant ces célébrations – qui commenceront, dès ce mois de janvier 2021, par une série de conférences organisées par l'Université Haigazian de Beyrouth – ce deuxième dimanche de l'Avent offre une occasion d'être en communion avec les chrétiens d'Orient, à travers la Journée de la Règle d'Or.



Photo d'ouverture : cette fillette fait partie d'une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015

© Albert Huber, ancien président d'ACO

Longtemps, ils ont fait figure d'oubliés du monde chrétien – alors même que leur histoire remonte aux origines mêmes du christianisme. C'est le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech qui ont poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le

succès qu'a connu, en 2017-2018, l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Mais bien avant, il existait déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

En 2022, l'ACO fêtera son centenaire. Elle a en effet été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. Depuis l'origine, l'Action Chrétienne en Orient a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUDF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban...



*Enseignantes égyptiennes en visite à Paris, dans les locaux du
Défap, dans le cadre d'un projet monté conjointement avec
l'ACO © Défap*

Au cours des mois à venir, le Défap aura l'occasion de vous donner de plus amples nouvelles du centenaire de l'ACO. D'ici là, le dimanche qui vient va fournir une occasion privilégiée pour faire connaître l'ACO et pour être en communion avec les chrétiens d'Orient. Chaque année, lors du deuxième dimanche de l'Avent, chaque paroisse qui le souhaite est invitée à vivre un temps de culte, une prière, un partage d'information ou une action de soutien dédiée aux chrétiens d'Orient ; cette Journée de la Règle d'Or s'appuie sur cette parole du Christ dans l'Évangile de Matthieu, verset qui nourrit l'engagement de l'ACO :

« Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, vous aussi, faites-le de même pour eux, car c'est la loi et les prophètes. »

Évangile de Matthieu, chapitre 7, verset 12

Le pasteur Paul Berron s'était précisément appuyé sur cette parole du Christ pour développer son œuvre. Voici plusieurs

documents préparés par l'ACO pour cette journée :

- * [Un texte explicatif sur la Règle d'Or](#) et sur les possibilités d'animation et de soutien.
- * une [présentation générale de l'ACO](#) qui peut être lue en un peu plus de deux minutes lors d'un culte ou d'une animation missionnaire.
- * une [prière d'intercession](#) qui s'appuie le verset du jour « Redressez-vous et relevez la tête, car votre délivrance approche. » (Luc 21, 28)
- * une [prière pour des personnes et des institutions au Liban](#)
- * une vidéo Journée de la Règle d'Or à partager avec un temps de méditation sur le verset de la Règle d'Or :

* le temps de partage et de prière en vidéo, vécu avec la paroisse de Gunsbach sur le Liban, peut vous inspirer :

* vous trouvez sur le site de l'ACO les différents appels relatifs à l'aide aux réfugiés du Haut-Karabagh en Arménie suite au conflit. Ces appels peuvent être relayés lors du culte du 6 décembre ainsi que dans les publications des paroisses :

a) L'appel d'Espoir pour l'Arménie lié aux Eglises Evangéliques Arméniennes de France, appel soutenu notamment par le Conseil d'Eglises Chrétiennes en France : [ici](#).

b) L'appel de Solidarité Protestante France Arménie pour Noël : [ici](#).

**Trente ans de relations
Défap/Secaar sur Fréquence
Protestante**

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



Le bureau du Secaar

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUDF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des

relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce

réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine... Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo... Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres et partenaires d'entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de

l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Cameroun : des médicaments pour Bafia

Des cartons de médicaments : au Cameroun, dans la région de Bafia, voilà qui peut sauver des vies. Ces produits ont pu être acquis par l'équipe du médecin chef Diane Metchoum, responsable de l'hôpital de Donenkeng et de son annexe de Messangsang, grâce aux dons des Églises de France. Un témoignage encourageant en dépit des restrictions de circulation dues à l'épidémie de Covid-19.



Une infirmière pose près des colis de médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France © Défap

Que deviennent les projets, que deviennent les relations d'Églises ou avec les œuvres d'Églises par temps de pandémie, lorsque les mesures sanitaires prises pour lutter contre la

propagation du Covid-19 poussent à refermer les frontières ?

Ces relations se poursuivent, parfois sous d'autres formes. Et elles continuent à donner du fruit. Un exemple avec ces photos qui nous parviennent du Cameroun – et plus précisément de Bafia, dans le centre du pays. Les cartons auprès desquels posent une infirmière et le médecin chef Diane Metchoum contiennent des médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France. Des dons destinés à soutenir l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang à Bafia, qui font partie des œuvres médicales de l'EPC, l'Église presbytérienne du Cameroun. Les médicaments ainsi acquis représentent un apport précieux pour ces structures de santé, confrontées quotidiennement aux difficultés matérielles, et peuvent sauver des vies.

Voilà de nombreuses années que les relations entre les protestants de France et ces hôpitaux de l'EPC sont entretenues via le Défap. Et ces relations qui s'inscrivent dans la durée sont précisément une garantie de solidité face aux crises comme celle que représente la pandémie de Covid-19 – quand beaucoup d'actions humanitaires, inscrites dans un temps plus court et dans une logique de projets, ont été purement et simplement stoppées par la fermeture des frontières.



À droite sur la photo, le médecin chef Diane Metchoum © Défap

Passage de témoin à Bafia

Les activités de l'hôpital de Bafia avaient été particulièrement mises en avant par le Défap il y a un an, en octobre 2019, à l'occasion de l'opération Hope 360 – une course solidaire organisée à Valence à l'initiative d'ASAH, collectif des acteurs chrétiens de l'humanitaire. Mais au-delà de l'écho donné aux actions de cette structure de l'EPC, et de son médecin-chef d'alors, le docteur Célin Nzambe, au-delà des dons récoltés à l'occasion de cette course, le soutien à cet hôpital témoigne de relations qui se sont tissées dans le temps. Elles avaient commencé à Nkoteng, une ville sur le bord du fleuve Sanaga, à l'est de Bafia, avec un projet alors porté par le docteur Célin Nzambe : réhabiliter des hôpitaux tombés en quasi-désuétude. Originaire de République Démocratique du Congo, envoyé au Cameroun par la Cevaa (Communauté d'Églises en mission, une communauté de 35 Églises présentes sur cinq continents et dont font partie les Églises constitutives du Défap), Célin Nzambe avait découvert sur place la situation difficile de nombreuses structures hospitalières du pays. Confrontés à l'absence de financements publics et à l'absence d'assurance-maladie, ces hôpitaux n'ont d'autre choix, pour acheter du matériel, des médicaments, entretenir leurs locaux et payer leur personnel, que de facturer les soins aux patients ; avec le risque, pour les structures accueillant les populations les plus modestes, de ne jamais pouvoir équilibrer leur budget et de périlcliter.



Après l'opération Hope 360, remise de l'enveloppe contenant les dons pour l'hôpital de Bafia, en novembre 2019 © Défap

Célin Nzambe avait donc décidé de rester sur place après la fin de sa mission pour remettre en état certaines de ces structures à l'état de quasi-abandon faute de subsides, avec ce constat simple : «Pour pouvoir soigner les gens, il faut d'abord soigner les hôpitaux». Après Nkoteng, et toujours avec le soutien du Défap, il s'était attelé à Bafia. Les relations avec les protestants de France s'étaient faites plus étroites : envoi sur place d'une infirmière française, Patricia Champelovier, membre de l'Église protestante unie de France à Valence, qui devait dès lors plaider la cause des hôpitaux camerounais dans sa paroisse ; séjours successifs du docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue protestant de la région rochelaise, à l'occasion de missions courtes organisées par le Défap... Mission longue d'Aurélié Chomel, envoyée du Défap, pour assister le docteur Célin Nzambé ; mission courte de Patricia Champelovier et Jean-Marc Bolle pour aider à la rénovation des bâtiments...

Aujourd'hui, Célin Nzambé n'est plus à Bafia. Il est médecin

chef de l'hôpital de Djoungolo. Mais celui qui se définit comme «médecin missionnaire» n'en reste pas moins en lien avec le Défap, comme le montre [ce témoignage diffusé en septembre](#), et faisant le point sur les effets de la pandémie de Covid-19 au Cameroun. C'est le médecin chef Diane Metchoum qui lui a succédé, ayant la responsabilité de l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang. Le soutien à l'hôpital de Bafia se poursuit. Le lien avec les protestants de France est entretenu.



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

4 octobre : quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ?

Même si le scrutin paraît lointain vu de la métropole, le référendum d'autodétermination qui se tient ce week-

end en Nouvelle-Calédonie cristallise une fois de plus les tensions.



Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kê Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo

Loin des informations quotidiennes sur la pandémie de Covid-19 et des aléas de la politique métropolitaine, c'est un peu du destin de la France qui va se jouer ce dimanche 4 octobre, à près de 18.000 km de distance, en plein Pacifique. Un an et onze mois après le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018, les Calédoniens sont de nouveau, ainsi que le prévoyait l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, appelés à se prononcer sur l'avenir de leur terre.

Il s'agit du troisième référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie – et comme les précédents, il est organisé dans un climat de forte tension. Mais la situation a beaucoup changé depuis les années 80. Le premier référendum, celui de 1987, organisé dans le contexte du retour à la paix après la

violence des «événements,» avait été boycotté par les indépendantistes. Sans surprise, 98,3% des suffrages exprimés s'étaient prononcés pour le maintien au sein de la République, mais avec une participation inférieure à 60%. Le scrutin de 2018, au contraire, avait vu une forte participation : plus de 81%. Et une nouvelle victoire du «non» à l'indépendance, mais bien moins large qu'annoncé : 56,67%. Entre ces deux référendums, la Nouvelle-Calédonie avait connu plus de trente ans de paix civile et des transformations profondes de sa vie politique et de sa société : une large autonomie, une population de plus en plus multiculturelle mêlant Kanaks, Européens, mais aussi Wallisiens, Vietnamiens, Chinois... Désormais, les enjeux d'un «oui» ou d'un «non» à l'indépendance ne sont plus les mêmes. Si elle reste prédominante, la traditionnelle opposition entre Kanaks et Caldoches, entre les premiers habitants de cette terre et les descendants de colons, n'est plus suffisante pour rendre compte de l'évolution d'un territoire qui a connu en trente ans une forte croissance propulsée par l'industrie du nickel, un fort développement urbain (Nouméa concentre à elle seule 100.000 habitants sur les 270.000 de l'archipel) et une évolution de ses institutions qui lui donne aujourd'hui un mode de gouvernance unique au monde. Car la rapidité même de ces évolutions s'est accompagnée de disparités importantes, non seulement territoriales, mais aussi sociales – avec notamment un fort chômage des jeunes, et tout particulièrement des jeunes Kanak.

Le score inattendu du «oui» en octobre 2018

Une large victoire du «non» en novembre 2018 aurait marqué la fin de cette série de référendums. Ce qu'espéraient les anti-indépendantistes, qui comptaient voir ainsi annulée la tenue des deuxième et troisième référendums prévus par l'accord de Nouméa. Mais le score inattendu du «oui» avait ouvert la

possibilité d'organiser un nouveau scrutin dans les deux ans – puisqu'il suffisait pour cela d'une demande écrite adressée au haut-commissaire et signée par un tiers des membres du congrès.

Face à tous les risques de tensions avant et, surtout, après le référendum, les Églises ont une parole d'apaisement à apporter, dans ce territoire où la vie spirituelle s'exprime plus ouvertement qu'en métropole et où la laïcité à la française ne s'applique pas. Au sein du protestantisme calédonien, représentant aujourd'hui un tiers de la population, c'est le cas de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), qui entretient une longue histoire avec le protestantisme français. Constituée en grande majorité de Kanak, elle avait, dès les années 70, souligné les aspects néfastes de la colonisation. Devenue autonome dans les années 60 sous le nom de «Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté», elle a changé son nom en 2013, pour y intégrer l'appellation de Kanaky. Lors de la campagne du référendum de novembre 2018, elle a encouragé ses membres à une démarche d'accueil de l'autre dans sa diversité, en insistant sur l'aspect multiculturel que présente désormais la population néo-calédonienne. Ce qui se retrouvait dans son appel à une «Semaine de prière pour la paix dans le pays et pour toute l'année 2018», placé sous ce thème issu d'Éphésiens 2,19 : «Concitoyens d'un pays nouveau».

Défendre l'identité Kanak

C'est dans ce contexte que se place [ce texte du pasteur Daniel Wea](#), de l'EPKNC. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est

révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.

Et pour éclairer les enjeux du scrutin de ce dimanche 4 octobre, quelques éléments : un article de lalere.fr, le Portail des Outre-mer, qui consacre aussi un dossier complet à ce référendum ; et un numéro de 2018 du Bulletin de l'Amicale des Pasteurs français à la retraite qui revient sur les liens entre les protestantismes de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie.

Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui

l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités

et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guarou, Houaïlou, elle prend position pour

l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les évènements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes, comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur

restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun

se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en

développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti *.

** Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

Une pandémie révélatrice des forces et faiblesses

Le Docteur Célin Nzambe est médecin missionnaire, partenaire du Défap. Il a été de nombreuses années responsable de l'hôpital de Bafia au Cameroun. Aujourd'hui il est médecin chef de l'Hôpital EPC (Église presbytérienne du Cameroun) de Djoungolo. Il témoigne de l'impact de la crise sanitaire au Cameroun.



Docteur Célin
Nzambé

Comme lors de l'épidémie au choléra, l'Hôpital presbytérien de

Djoungolo dont j'assume actuellement la charge, est réquisitionné depuis mars 2020 par l'État camerounais pour prendre en charge les malades atteints de Coronavirus. L'imprévisibilité et la massivité de la pandémie au Covid-19 nous ont tétanisés au début. Puis nous nous sommes souvenus de notre engagement en tant qu'hôpital d'église : être aux côtés des démunis. Et les réflexes face aux épidémies auxquelles nous avons déjà été confrontés nous sont revenus.

A part quelques désistements minimes au sein du personnel, l'ensemble de l'équipe médicale et paramédicale a accepté avec force de se jeter vers l'inconnu et de soigner les malades atteints de ce virus mortel. Médecins Sans Frontières et plusieurs personnels étatiques se sont joints à nous dans cette prise en charge. A ce jour l'Hôpital EPC de Djoungolo a pris en charge plus de 350 cas confirmés, sans compter des cas suspects. Nous avons eu à déplorer, malheureusement, 5 décès. Par la grâce de Dieu, aucun personnel n'a été contaminé, même si deux médecins ont dû être mis au repos pour suspicion au covid-19 mais sans confirmation.

Le Cameroun, à l'inverse des autres pays, n'a pas imposé de confinement strict, juste quelques mesures barrières. On s'attendait donc à la catastrophe prédite et clamée par le secrétaire de l'ONU et l'OMS pour les pays africains. Mais nous devons avouer que nous avons été nous-même les premiers surpris par le faible impact sanitaire de cette maladie sur notre population. Même si sur le plan économique les inquiétudes sont grandes.

Comment expliquer ce faible effet de covid-19 sur nos populations. Aucune étude n'a été menée dans ce sens, mais plusieurs hypothèses, qui mériteraient d'être confirmées par la suite, ont été évoquées. Les plus connues seraient que ce virus circule moins bien dans le climat chaud ; la population africaine habituellement confrontée à plusieurs infections aurait développé, bien avant l'arrivée du virus, des anticorps qui rendent moins actifs le covid-19 ; la jeunesse de la

population africaine qui favorise des formes asymptomatiques et moins graves ; etc.

Mais au-delà de ces hypothèses, nous avons remarqué sur le terrain, sans que cela soit clairement dit, que les états africains ont pris le pari de laisser circuler le virus afin de favoriser l'immunité collective afin d'éteindre rapidement l'épidémie. Pour éviter l'encombrement des hôpitaux par des malades peu symptomatiques, et dans la mesure où cela n'était pas dangereux, les états africains ont favorisé les traitements placebo alternatifs proposés par les tradipraticiens, les leaders ecclésiastiques et les scientifiques improvisés chercheurs. Ainsi, face à ce virus inconnu et à l'anxiété généralisée qu'il générerait, la population ne s'est pas retrouvée sans armes et se sentait apaisée, évitant ainsi la panique collective. Les opportunistes internationaux et nationaux ont profité de la peur provoquée par le Covid-19 pour développer un business visant, non à rendre service mais à se servir.

Pour nous Hôpital de l'Eglise, cette pandémie a été révélatrice de nos faiblesses et forces. La confiance en Dieu, nous a enlevé la peur d'aller au front et d'accueillir tout le monde. Nous avons ainsi vu passer dans notre hôpital des hautes autorités qui n'auraient jamais osé venir chez nous en dehors du Covid-19. Nous nous sommes aussi rendu compte du manque cruel des moyens pour prendre en charge les cas graves et notre faiblesse dans le management du personnel en temps de crise.

Aujourd'hui le Cameroun a amorcé la phase de décroissance de la pandémie, et le relâchement des efforts à tous les niveaux inquiète. Pour les énormes efforts consentis, le personnel de l'hôpital espère une reconnaissance de l'Etat qui tarde à venir. Il sait aussi que nous aurons du mal à convaincre les malades de reprendre confiance à un hôpital qui ne faisait que du Covid. Ce Covid-19 est à la fois une chance pour reformer les soins et un drame si rien n'est fait.

De Paris à Bukavu, en RD Congo

Adrien Bahizire Mutabesha est le doyen de la faculté de théologie de l'Université Évangélique en Afrique (UEA) à Bukavu. Il était en France pour un congé de recherche de trois mois qui s'est prolongé jusqu'en juillet suite à la crise sanitaire. Son sujet : » Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la République démocratique du Congo ».



Adrien
Bahizire
Mutabesha

J'ai atterri à l'aéroport Charles de Gaulle à Paris le 14 février 2020 et je devais regagner la République démocratique du Congo, mon pays à la fin du mois d'avril de cette même année. La bourse qui m'a été accordée par le DEFAP devait ainsi m'aider à me connecter à plusieurs ressources sur la résilience pour affiner mes idées de recherche sur la thématique en liaison avec le pentecôtisme.

Mais de la R.D. Congo à la France après un séjour de six ans

d'études doctorales en Corée du Sud, je me suis aperçu petit à petit que ma foi de pentecôtiste était de diverses influences que je ne maîtrisais pas. Et jusqu'à l'heure où j'écris cette page, ce mystère persiste. En effet, je ne savais pas expliquer pourquoi, une fois à Séoul ou à Paris, je me sentais mieux quand j'adorais Dieu chez les Réformés ou chez les Baptistes que quand je participais au culte chez les frères pentecôtistes charismatiques dont mon Église était sensée partager les convictions spirituelles.

Mais aussi, plus je m'éloignais de Bukavu, ma ville natale, et que plusieurs bibliothèques s'ouvraient à moi, plus les repères de mon Église se complexifiaient. C'est de cette expérience confrontée aux réalités socioculturelles différentes qu'est née en moi l'idée de mener une étude sur la « Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la RDC ». Malheureusement l'irruption de la Covid-19 est venue perturber mon élan de réflexion sur le sujet lors de ce séjour en France. Confinement et déconfinement se sont conjugués en moi sans que je puisse assouvir mes ambitions de recherche. Qu'importe !

J'étais déjà sur une première conclusion que ma foi était le fruit d'un pentecôtisme non connu en France et en Corée du Sud, non maîtrisé par moi-même, non encore décrit d'un point de vue historique et qui nécessitait alors des fouilles sérieuses. Les Scandinaves luthériens et baptistes qui l'ont propagé doivent l'avoir transmis dans son luthéranisme et son baptisme teinté de pentecôtisme sans autre 'isme' particulier. Il est tout de même singulièrement caractérisé par son ancrage dans le monde de l'imaginaire en lien émotionnel avec des actions sociales et humanitaires conséquentes. Cette combinaison crée en son sein un pouvoir sécurisant et porteur d'espoir pour des fidèles pentecôtistes qui se croient être les seuls « protestants » dignes. Certes, la soif de poursuivre mes recherches dans les arcanes des bibliothèques parisiennes pour infirmer ou confirmer cette première conclusion effacera en moi les stress du confinement de 2020

et me ramènera certainement un jour au 102 du Boulevard Arago du quatorzième arrondissement.



Université évangélique d'Afrique à Bukavu (RdC)

Six mois seulement après mon arrivée en France, ces découvertes qui enrichissent ma propre foi et nourrissent mes recherches autour de la résilience, doivent être encore approfondies, et restent difficiles à exprimer et à partager avec mes proches, mes fidèles et mes collègues au moment du retour au pays.

La raison est simple à imaginer. Pour eux comme pour moi, la joie des retrouvailles est plus forte que la curiosité sur mes recherches. Ils ont retrouvé qui un père, qui un pasteur, qui un collègue qu'on croyait mort du Covid-19 et le voici revenu à la vie. Leur principale préoccupation a été d'écouter ce que disent les Blancs sur la pandémie, d'avoir les preuves de son existence réelle. En effet, malgré les cache-nez censés protéger la bouche de certains, ils croient à peine à la présence de la pandémie qu'ils pensent être une création occidentale pour terrifier les Noirs, qui aurait échappé au contrôle de ses initiateurs en se retournant contre eux. Ils n'ont pas vu de morts en cascade en Afrique. Ils n'ont vu que

des cercueils à la télévision. Ils n'ont entendu que les informations qu'ils qualifient d'intox européenne. Le confinement de trois jours n'a pas suffi (pour) à les convaincre bien qu'il ait suscité un système d'automédication traditionnelle jamais observé contre le paludisme et la grippe. Certains se disent timidement : »Si c'est vrai que cette pandémie est une réalité, alors naïtre Noir et surtout Africain redevient une fierté. Mais en attendant la confirmation, mes amis, lavez vos mains à tout bout de champ et portez-vos cache-manteaux ».

Il faut comprendre : l'espérance est immense autour de celui qui revient tout de même de Paris ! Il doit avoir plein de chocolats dans ses valises, des financements pour des projets, des aides pour ce pays éprouvé... Dans l'imaginaire collectif six mois sur le sol français suffisent pour tout gagner et ne pas revenir les mains vides! Avec sympathie et humour, les langues se délient et les attentes s'expriment autour du rescapé du confinement de France, si bon négociateur : « le président Macron est jeune, la France doit aussi avoir rajeuni dans sa générosité ! »

C'est ainsi que la recherche sur »la Résilience et la spiritualité pentecôtiste » devient une histoire personnelle et privée de son auteur. Ce qui intéresse de prime abord -et c'est bien normal- c'est son retour, sa bonne santé et ce qu'il a ramené. Malheur à ce pauvre chercheur si ces deux éléments lui font défaut ! Quant à son travail, commencé dans les bibliothèques de Paris, il n'attend qu'à être approfondi, mis en lien avec l'histoire de son Église et les expériences humaines dans le contexte si particulier de son pays, quelque part dans l'est de la RdC.

Pour relire le témoignage d'Adrien pendant le confinement, [cliquer ici >>>](#)



Adrien Bahizire Mutabesha et sa famille, à son retour à Bukavu

Appel à la solidarité pour le Liban

Au nom de sa foi et fort des nombreux liens qui l'unissent aux partenaires libanais, le protestantisme français dans son ensemble veut se mobiliser à la suite de l'explosion du 4 août qui a eu lieu Beyrouth.



Par ses membres et toutes ses Églises, par ses œuvres, ses associations et ses fondations, il lance aujourd'hui un appel à don.

Plus qu'une aide ponctuelle, cette solidarité s'inscrit dans une longue histoire et un avenir à construire. Elle veut signifier la poursuite d'un témoignage commun, celui d'un christianisme engagé dans la société en vue de la consolation, de la réparation, et de la reconstruction d'une vie solidaire, démocratique et signe d'une espérance imprenable malgré toutes les épreuves.

[Donnez à Solidarité protestante](#)

Pour faire un don par chèque, l'envoyer à :

[Solidarité protestante](#)

Fondation du protestantisme

47 rue de Clichy, 75009 Paris

En précisant au dos de celui-ci « LIBAN » pour que les fonds soient correctement affectés.

Vous pouvez aussi lire le témoignage de Soledad sur le fil d'actualité de la page Facebook du Défap. Rentrée en France le 6 août, elle était en mission au Liban comme VSI Défap, en collaboration avec la FEP (Fédération de l'entraide protestante) pour travailler au projet des couloirs humanitaires.

» Les oubliés du Pacifique

«

Le 6 avril dernier, le Vanuatu a été touché par le cyclone Harold. L'association Soutien à l'enseignement protestant en pays francophones (SEPF) lance un appel à don pour la réhabilitation des écoles. La SEPF, créée en 2003, est une association partenaire du Défap. Elle travaille en lien avec l'Union des Églises évangéliques libres de France (UEELF) membre de la FPF. Vous trouverez ci-dessous son communiqué de presse.



« Dévastation totale au Vanuatu après le passage du puissant du cyclone Pam », pouvait-on lire dans les médias le 14 mars 2015. « Cyclone Harold : au Vanuatu, des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur logement », pouvait-on lire dans les mêmes médias le 14 avril 2020.

En 2015, Le cyclone Pam a largement occupé la scène, suscitant soutien et solidarité. En cette année 2020, la pandémie a mobilisé les médias et Harold et rapidement passé aux oubliettes. Pourtant Harold, qualifié par certain de véritable « monstre cyclonique », a dépassé la puissance dévastatrice de Pam.

De plus, ce fut très compliqué pour les structures en lien avec cet archipel de pouvoir communiquer sur la situation et les besoins réels tant les échanges étaient difficiles voire impossibles avec leurs contacts isolés dans les îles « sans réseau ».

Qui, à ce jour, moins de deux mois après le désastre, a conscience de la détresse dans laquelle vit une partie de la population du Vanuatu ? Certes, il y eu très peu de victimes, et c'est heureux. Mais les rapports et les images difficilement parvenus montrent combien nos sœurs et frères méritent compassion, prière et soutien. Et cela commence par l'information.

Le CA de la SEPF, partenaire de la FELP (Fédération de l'Enseignement Libre Protestant au Vanuatu), a jugé opportun d'y contribuer en vous sollicitant et en mettant à votre disposition les quelques éléments et images dont nous disposons. Les photos nous ont été transmises avec autorisation de diffusion (et même encouragement à le faire !).

La SEPF, petite association aux moyens financiers très limités (son budget annuel est inférieur à 20 000 €) vient d'affecter une modeste somme en signe d'encouragement et de fraternité pour la reprise de la scolarité dans leur contexte rendu encore plus difficile par la pandémie.

Il est évident que la reconstruction nécessite une aide de grande envergure mobilisant des financeurs tant institutionnels que privés. Cela ressort d'un autre niveau de mobilisation !

Pour l'heure, il nous paraît nécessaire et urgent de partager et diffuser ces informations, particulièrement (pas exclusivement) dans nos réseaux « protestants ».

Exprimer à la Communauté Ni-Vanuatu le soutien fraternel des chrétiens « d'Europe » serait, sans aucun, doute fort apprécié.

Pour le CA de la SEPF,

Jean-Pierre CHARLEMAGNE

Trésorier

Jacques Maury et le nouveau visage de la mission

par Jean-François Zorn, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Institut protestant de théologie, Faculté de Montpellier.

[Télécharger l'article en entier >>>](#)

Le pasteur Jacques Maury, décédé le 12 avril dernier, a été une cheville ouvrière du renouveau du mouvement missionnaire dans les années 1960-1970.

Devant la nécessité de se transformer, la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP, l'ancêtre du Défap) mettait sur pied un nouveau modèle missionnaire : l'Action apostolique commune (AAC). Imaginée par le pasteur Jean Kotto, secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun, l'AAC consistait à envoyer dans une région du monde « à évangéliser » ou « à ré-évangéliser » une équipe internationale, composée d'Africains, d'Européens, de Malgaches et d'Océaniens, et interprofessionnelle, avec pasteurs, animateurs, enseignants, et soignants. Elle était chargée d'annoncer et de vivre « tout l'Évangile à tout l'homme ». À l'instigation de la première AAC lancée en 1967 dans le Pays fon au Dahomey (actuel Bénin), Jacques Maury, alors président du Conseil national de l'Église réformée de France, parvient à engager son Église et la Fédération protestante de France dans le lancement en 1970

d'une deuxième AAC, dans le Poitou où il avait été pasteur de 1946 à 1958. Selon les formules de l'époque, la « terre d'indifférence » du Poitou était en état de mission autant que « la forteresse du paganisme » du Dahomey... [Lire la suite...](#)

Lire aussi l'article de Jean-François Zorn dans Réforme : [« Jacques Maury et la mission »](#)



Soirée de détente en pays fon (Bénin) : le pasteur Jacques Maury jouant à l'awalé avec des équipiers de l'AAC – 1969 – Photo : Marc-André Ledoux (©SMEP)

Éloigné, en confinement (6)

Les boursiers du Défap vivent le confinement, éloignés de leurs proches. Ils nous font partager leur ressenti à travers un « billet d'humeur ».



Fidèle Fifamè
HOUSSOU
GANDONOU

Théologienne, Pasteure de l'Église protestante méthodiste du Bénin (EPMB), professeure d'éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest (UPAO, Porto-Novo), Fidèle Fifamè HOUSSOU GANDONOU est l'auteure de plusieurs articles scientifiques et d'ouvrages, notamment : [Les fondements éthiques du féminisme : une réflexion à partir du contexte africain](#), Globethics.net. 2016 ; *La violence sexuelle parmi les adolescents : une réflexion théologique et éthique*, PBA, 2018.

Pandémie du coronavirus : vers une renaissance des cultes personnel et familial

«L'être humain est plein de bonne volonté mais il est faible »
(Marc 14, 38 b)

La pandémie aiguë de Covid 19 qui bouscule tout, et qui a empêché mon voyage d'étude en France pour le mois de mai, est aussi une réalité au Bénin. Ici, ce n'est pas encore le

confinement total comme c'est le cas dans les pays occidentaux. En revanche, des mesures sont prises par le gouvernement pour interdire tout déplacement au long d'un cordon sanitaire comportant douze villes et communes. Les écoles, églises, mosquées sont fermées, tous les grands rassemblements sont interdits et les transports en commun sont en service réduit. Après la déclaration du premier décès suite à une contamination par le virus, le gouvernement a rendu le port du masque obligatoire.

L'inquiétude née de la propagation du coronavirus est là et l'on est dans l'obligation de respecter des mesures gouvernementales. Nous aussi, Béninois, subissons l'annulation des festivités, la fermeture des frontières, la hausse des prix des transports. Le lavage des mains à chaque moment et partout est systématique; se masquer la bouche et le nez, saluer à distance, organiser les inhumations dans la stricte intimité familiale, sans culte ni veillée sont des attitudes rigoureusement observées. Avouons-le, cette crise sanitaire est en train de changer nos mœurs et habitudes.

Nous vivons une crise sanitaire mondiale qui n'épargne personne et montre que les valeurs d'égalité et de solidarité doivent être revisitées. On dirait une troisième guerre mondiale qui, au lieu d'utiliser des armes à feu, utilise la maladie pour détruire l'humanité. C'est aussi l'impuissance des uns et des autres qui se remarque. Les rêves et projets que nous avons construits pour cette année 2020 sont chamboulés, ils s'estompent au contact de la pandémie. Tout ceci est la marque des limites humaines et nous impose la confession de notre faiblesse.

Même si le télétravail est une réalité ailleurs, ici au Bénin cela ne peut pas être pratiqué à cause des conditions précaires et de l'instabilité de la connexion internet.

Nous avons aussi que si nous sommes touchés, et nous espérons vivement que ce ne sera pas le cas, les femmes seront les

premières victimes car elles sont sur les marchés et dans les rues pour la vente et le commerce informels.

Nous devons être attentifs et faire preuve d'une grande solidarité, et surtout respecter les mesures gouvernementales. En plus, le fait d'être privés de nos lieux de culte nous interpelle sur notre relation profonde avec Dieu, avec notre prochain et avec la nature. Les églises et les mosquées sont des lieux de prédilection pour les Africains et si la pandémie les empêche de s'y rassembler alors il est question de revisiter notre gouvernance religieuse et notre éthique d'adoration. Le culte dans les églises étant le dernier recours des Africains, ici au Bénin on constate la réinstauration du culte personnel, familial, et l'intensification du culte radiophonique. Pour nous, le Dieu que nous adorons est le Dieu des impossibles et il peut faire le possible dans nos impossibilités. Les maisons et les familles sont devenues des lieux privilégiés pour le recueillement et le partage de la parole de Dieu mais surtout de l'intercession pour demander le secours divin. Car notre espérance est que le plan de Dieu pour l'humanité est la vie, et non la mort. C'est à genoux et dans les prières que nous pouvons implorer son secours, car tout est possible à celui qui croit.

Dans la nuit de cette pandémie, nous sommes confortés dans notre foi et notre espérance que seul le Dieu de Jésus-Christ peut le possible. Chacun et chaque famille le prient et jeûnent afin que le virus soit anéanti partout dans le monde.

En tout cas, notre Dieu règne encore et même s'il semble loin en ce moment de tragédie sanitaire où les limites de l'être humain sont visibles, il agira à coup sûr. Et tout cela aussi passera

« ...et il m'a dit: Ma grâce te suffit, car ma puissance s'accomplit dans ta faiblesse. Je me glorifierai donc bien plus volontiers de mes faiblesses, afin que la puissance de

Christ repose sur moi. » (2 Corinthiens 12,9)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Serge Kinouani Mizingou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Laurent Loubassou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Étienne Bonou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Patrick Nkolo Fanga en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Adrien Bahizire Mutabesha en cliquant [ici >>>](#)

Éloigné, en confinement (5)

Les boursiers du Défap vivent le confinement, éloignés de leurs proches. Ils nous font partager leur ressenti à travers un « billet d'humeur ».



Jean Serge
Kinouani

Mizingou

Jean Serge Kinouani Mizingou est pasteur de l'Église évangélique du Congo (EEC) dont il est membre du conseil synodal. Il est directeur de l'Institut de formation pastorale de Ngouédi et enseignant à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville (EEC).

Mon séjour à Paris s'opère dans le cadre de la rédaction d'un livre portant le titre suivant : *Les objets transitionnels du pouvoir divin : une enquête sur le bâton de Moïse et le manteau de Moïse*. Un projet que pourraient publier les éditions Olivétan.

Tout allait bien depuis mon arrivée à Paris le 7 février dernier jusqu'à ce que les informations inquiétantes en provenance de Chine nous parviennent. Mes allers-retours entre les bibliothèques de l'IPT-Paris, la BOSEB (Institut catholique de Paris) et la Maison des missions ne comportaient rien d'inquiétant, mais connaissant Paris, une ville qui attire beaucoup de touristes, les risques de contamination et de propagation du virus étaient grands.

Depuis que les mesures de confinement ont été prises par les autorités françaises, jamais je n'aurais imaginé que les avenues et ruelles de Paris deviendraient aussi désertes.

A chaque fois que le Directeur général de la santé donne le bilan journalier de l'évolution de l'épidémie, je me sens comme poignardé en plein cœur ; les images des malades qui gisent sur les lits des hôpitaux me font frémir et me laissent sans voix. Une seule chose est certaine, ce virus est redoutable et l'expression « guerre » utilisée par le président Emmanuel Macron est exacte.

Quand j'essaie d'en parler aux amis et connaissances qui sont au Congo-Brazzaville, j'apprends que beaucoup pensent que le Covid-19 est une simple invention humaine qui comporterait des enjeux politiques, économiques et financiers. A la grande

différence des pays occidentaux, les mesures de confinement au Congo-Brazzaville ne sont pas scrupuleusement respectées. D'aucuns croient même, et ils sont un certain nombre, que cette pandémie n'est qu'un simple mythe. Au 4e jour de confinement chez nous, les populations en ont déjà marre et se ruent dans les avenues de Brazzaville.

Paradoxalement, lorsqu'il y a eu un premier cas de décès du Coronavirus, les agents de santé, pris de panique, ont vidé les services hospitaliers. Il semble que maintenant l'anxiété l'emporte sur la quiétude que devait susciter le fait de rester chez soi.

Comme si cela ne suffisait pas, dans le domaine de la foi on entend des prédications qui évoquent déjà la fin des temps. Ici et là des prédicateurs prédisent le retour imminent de Jésus-Christ. Ce genre de prêche ne fait que renforcer la perplexité de certains curieux au point de se demander : qui est finalement à l'origine du coronavirus, Dieu ou la nature ? Autant de tergiversations qui nous font perdre notre précieux temps !

Pour moi l'heure n'est pas aux débats stériles et vides de sens, mais au confinement afin de sauver des vies. Et s'il faut réagir contre des hérésies que je qualifierais de virales, les Saintes Ecritures ne nous disent rien sur les origines de la maladie, mais bien plutôt comment et par qui nous devons retrouver la guérison. Jésus durant son règne terrestre n'avait pas besoin de savoir d'où venait la maladie, seule sa parole libératrice et miraculeuse suffisait pour que le boiteux marche, et que le lépreux retrouve une peau saine.

L'heure n'est pas non plus à atermoyer entre des discours mythiques, effrayants et spirituels. On ne tente pas Dieu. Il a d'ailleurs lui-même recommandé à ses serviteurs d'aller se confiner en cas de danger. C'est le cas du prophète Elie qu'il envoya se réfugier près du torrent de Kerith à cause d'une grande sécheresse dans le pays (1R 17.3). Et le confinement

égyptien de l'enfant Jésus avec ses parents en Mt 2.1315 en dit long.

Aujourd'hui, il ne nous est pas permis de forger des idéologies fantaisistes, car elles n'aideront en rien les hommes de science à chercher un traitement curatif. Que puis-je faire de mieux, en dehors de mes instants de prière, si ce n'est, chaque jour à 20 heures, au balcon de ma maison comme tous les concitoyens, participer aux crépitements des applaudissements afin d'encourager les efforts de ces hommes et femmes qui sont sur le front de cette guerre virale. Restons chez nous pour sauver les vies !

Vous pouvez relire le témoignage de Laurent Loubassou en cliquant ici [>>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Étienne Bonou en cliquant ici [>>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Patrick Nkolo Fanga en cliquant ici [>>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Adrien Bahizire Mutabesha en cliquant ici [>>>](#)